



GREDHA
GIP Groupement Régional des Pays de la Loire
Pour l'Élimination des Déchets Hospitaliers et Assimilés
Centre Hospitalier Erdre et Loire
160 rue du Verger
44156 ANCENIS SAINT GEREON CEDEX
☎ : 02.40.09.44.03 – ☎ : 02.40.09.44.18
Mél : gredha.admin@ch-erdreloire.fr
Mél : gredha.technique@ch-erdreloire.fr
SIRET : 184 409 118 00025

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

**Pouvoir adjudicateur : GROUPEMENT REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE POUR
L'ELIMINATION DES DECHETS HOSPITALIERS ET ASSIMILES (GREDHA)**

Objet de la consultation :

<p>APPEL D'OFFRES TRAITEMENT DES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ET ASSIMILES DES PAYS DE LOIRE</p>
--

La procédure de consultation utilisée est la suivante : Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique)

REFERENCES

- Arrêté du 10 février 2005 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.
- Arrêté du 11 juillet 2011 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes
- Arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Arrêté du 25 juin 2018 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)
- Arrêté du 3 août 2010 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.
- Arrêté du 6 janvier 2006 modifiant l'arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Arrêté relatif au transport des marchandises dangereuses par route (dit « arrêté ADR »).
- Avis du 16 mars 1999 du conseil supérieur d'hygiène publique de France relatif au prétraitement par désinfection des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés susceptibles de renfermer des agents transmissibles non conventionnels.
- Circulaire DGS/VS 3/DPPR n° 2000-292 du 29 mai 2000 relative à diverses mesures concernant les appareils de désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux.
- Circulaire DHOS/E4/DGS/SD7B/DRT/CT2/2005/34 du 11 janvier 2005 relative au conditionnement des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.
- Circulaire du 29 décembre 2012 relative à la mise en œuvre de l'appareil de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux AMB série 75 Ecosteril
- Circulaire du 8 janvier 1996 relative à la mise en œuvre du procédé Lajtos TDS 300 de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés.
- Circulaire du ministre chargé de l'environnement du 24 février 1997 relative aux plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- Circulaire interministérielle n° DHOS/E4/DGS/SD7B/DPPR/2006/58 du 13 février 2006 relative à l'élimination des déchets générés par les traitements anticancéreux.
- Circulaire n° 296 du 30 avril 1996 relative au conditionnement des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et à l'application du règlement pour le transport des matières dangereuses par route.
- Circulaire n° 554 du 14 septembre 1998 relative à la collecte des objets piquants, tranchants souillés.
- Circulaire n° 911-2000 du 25 mai 2000 relative à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et à l'application de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Circulaire HOS/E 4 n° 2003-325 du 3 juillet 2003 relative à la désignation de conseillers à la sécurité pour le transport de marchandises dangereuses dans les établissements de santé
- Code de l'environnement Livre V Prévention des pollutions, des risques et des nuisances.
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.
- Décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement
- Décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles
- Décret n° 2016-1590 du 24 novembre 2016 modifiant le code de la santé publique et relatif aux déchets assimilés à des déchets d'activités de soins à risques infectieux et aux appareils de prétraitement par désinfection
- Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- Décret n° 95-1027 du 18 septembre 1995 relatif à la taxe sur le traitement et le stockage de déchets.
- Décret n° 96-1009 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination de déchets industriels spéciaux. Version consolidée au 16 octobre 2007

- Décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique (définition du DASRI et obligations des producteurs).
- Décret n°2005-1472 du 29 novembre 2005 modifiant le décret n° 96-1008 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés
- Directive 91 689 CEE du Conseil, du 12 décembre 1991, relative aux déchets dangereux.
- Guide technique : Elimination des déchets d'activités de soins à risques.
- Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.

Glossaire :

Emballage : désigne un GRV ou un GE destiné à recevoir des DASRI préalablement conditionnés

G.R.V : Grand Récipient pour Vrac

G.E. : Grand Emballage

A.D.R. : arrêté relatif au transport par route des matières dangereuses. DASRI :

Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux

ATNC : Agents Transmissibles Non Conventionnels Cp/s :

Coups par seconde

NSV/h : unité de mesure du débit de dose

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE CONSULTATION DECOMPOSITION

1.1 Modalités techniques	Page 6
1.2 Décomposition.....	Page 6

ARTICLE 2 - DEFINITION DES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ACCEPTEES SUR LES SITES DE TRAITEMENT ET DES EMBALLAGES

2.1 Définition des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI)	Page 6
2.2 Emballages	Page 7

ARTICLE 3 - CHAPITRE TRAITEMENT DES DASRI Page 7 |

ARTICLE 3.1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU TRAITEMENT..... Page 7 |

ARTICLE 3.2 - CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU TRAITEMENT Page 8 |

ARTICLE 3.3 - MODALITES D'ACCUEIL ET DE TRAITEMENT DES DASRI Page 8 |

3.3.1 - Réception des DASRI	Page 8
3.3.2 - Traitement des DASRI	Page 8
3.3.2.1 Par désinfection.....	Page 8
3.3.2.2 Par incinération	Page 8
3.3.3 - Transport et élimination des résidus du traitement	Page 9

ARTICLE 3.4 - NATURE DES DASRI ACCEPTEES SUR LES SITES DE TRAITEMENT..... Page 9 |

ARTICLE 3.5 - PROCESS DE TRAITEMENT

3.5.1 Description du process	Page 9
3.5.2 Contraintes liées au process	Page 9
3.5.2.1 Dispositions générales.....	Page 9
3.5.2.2 Nettoyage-Désinfection des emballages.....	Page 9
3.5.2.3 Remise à disposition des emballages propres	Page 10
3.5.2.4 Stockage des emballages.....	Page 10
3.5.2.5 Nettoyage des véhicules de collecte	Page 10

ARTICLE 3.6 – AUTOMATISATION DES SYSTEMES..... Page 11 |

ARTICLE 3.7 - RECONNAISSANCE DES EMBALLAGES – RESPECT DE LA REGLEMENTATION

3.7.1 - Identification des emballages	Page 11
3.7.2 – Bordereau de suivi et traçabilité	Page 11
3.7.3 – Suivi administratif des déchets.....	Page 11

ARTICLE 3.8 – PRESCRIPTIONS LIEES A LA SECURITE..... Page 12 |

ARTICLE 3.9 - DELAIS DE MISE A DISPOSITION DES EMBALLAGES..... Page 12 |

ARTICLE 4 - CHAPITRE EMBALLAGE DE MANUTENTION DES DASRI..... Page 12 |

ARTICLE 4.1 – NETTOYAGE DESINFECTION DES EMBALLAGES..... Page 12 |

ARTICLE 4.2 – SUIVI ADMINISTRATIF DES DECHETS RECONNAISSANCE DES EMBALLAGES Page 12 |

ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES..... Page 12 |

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION DECOMPOSITION

1.1 - Modalités techniques

La consultation porte sur la prestation Traitement :

- Traitement : la réception, le contrôle de radioactivité, la pesée, le traitement des DASRI issus des adhérents du GREDHA, le lavage, la désinfection des emballages et la fourniture des moyens de lavage désinfection in situ des véhicules de collecte.

1.2 - Décomposition

Le présent appel d'offres concerne les établissements adhérents des Pays de la Loire composé en 3 lots équivalent à 3 territoires (voir carte CCAP) :

Lot n°	Intitulé	Tonnage estimée (T) Par an
1	Territoire N°1	169
2	Territoire N°2	712
3	Territoire N°3	673

ARTICLE 2 - DEFINITION DES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX ACCEPTES SUR LES SITES DE TRAITEMENT ET DES EMBALLAGES

2.1 - Définition des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) – Décret n° 97- 1048 du 6 novembre 1997

Les déchets d'activités de soins sont les déchets issus des activités de diagnostic, de suivi et de traitement préventif, curatif ou palliatif, dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire.

Les déchets issus des activités d'enseignement, de recherche et de production industrielle dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire.

Les DASRI sont des déchets d'activités de soins qui :

1° - soit présentent un risque infectieux, du fait qu'ils contiennent des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'en raison de leur de nature, de leur quantité ou de leur métabolisme, ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants ;

2° - soit, même en l'absence de risque infectieux, relèvent de l'une des catégories suivantes :

- a) Matériels et matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon, qu'ils aient été ou non en contact avec un produit biologique.
- b) Produits sanguins à usage thérapeutique incomplètement utilisés ou arrivés à péremption.
- c) Déchets anatomiques humains, correspondant à des fragments humains non aisément identifiables.

Sont assimilés aux déchets d'activités de soins, pour l'application de la présente section :

- Les déchets issus des activités d'enseignement, de recherche et de production industrielle dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire ;
- Les déchets issus des activités de thanatopraxie, lorsqu'ils présentent les caractéristiques mentionnées aux 1° et 2° ci-dessus.
- Les déchets issus des activités de traitements de patients à l'aide de médicaments anticancéreux.

Sont exclus de ces déchets conformément à la législation en vigueur : les pièces anatomiques dans le respect des réglementations en vigueur, les cadavres d'animaux d'expérimentation, les déchets radioactifs, les piles et appareils médicaux tels que défibrillateur et pacemaker, les déchets chimiques dangereux tels que sels d'argent ou bains servant au développement des clichés radiographiques, bases servant à la fabrication d'un médicament ou utilisées lors de la thérapeutique, les produits issus des analyses, les bouteilles de gaz et les clichés radiographiques périmés, les déchets contenant du mercure (amalgames dentaires, tubes fluorescents) ...

Les résidus concentrés de médicaments anti cancéreux sont exclus des DASRI.

Le tri des déchets sera conforme au règlement en vigueur, aux guides de bonnes pratiques et aux consignes édictées par le GREDHA. Cette définition réglementaire peut évoluer. Le titulaire du marché devra alors se conformer aux nouvelles dispositions.

2.2 - Emballage

Le terme « emballage » est défini par les prescriptions de l'ADR. Il correspond à des moyens de double emballage, de manutention interne aux établissements et de transport sur la route pour les DASRI. Les emballages considérés sont des GRV ou des GE.

ARTICLE 3 - CHAPITRE TRAITEMENT DES DASRI

ARTICLE 3.1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU TRAITEMENT

Le titulaire devra pendant la durée du marché :

- 1) **Assurer la continuité du service** quelle que soit la cause de l'arrêt de la prestation, le fait de grève du personnel de l'entreprise ne pouvant être considéré comme cas de force majeure ;
- 2) **Accepter de prendre en charge tous les DASRI indiqués dans l'article 2.1 du C.C.A.P.**, présentés par les collecteurs agréés du GREDHA ou à titre exceptionnel à la demande expresse du GREDHA ;
- 3) **Assurer lui-même la pesée des emballages qui sont livrés sur le site.** Cette procédure permettra d'éditer un listing faisant apparaître **par jour, par code GREDHA, par nom adhérent, le code identification de l'emballage, le nombre d'emballage et le poids de chaque emballage.** Ce document sera obligatoirement joint à la facture mensuelle ;
- 4) Informer le(s) transporteur(s) et le GREDHA des arrêts techniques, pannes, détournement vers une autre installation, etc., pouvant interrompre la cadence de la chaîne " DASRI " ;
- 5) Renseigner les bordereaux de suivi d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux » conformément à la réglementation en vigueur (nombre et type d'emballages réceptionnés, poids de DASRI reçu, nom, visa, date, etc...) ;
- 6) Mettre à disposition des établissements adhérents les feuillets n° 1 des bordereaux de suivi (Arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques) sur une **plateforme dématérialisée ou sur TRACKDECHETS ou par renvoi postal mensuel** ;
- 7) Traiter les DASRI dans les délais fixés par la réglementation (Arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques) ;

8) En cas de panne, d'incident ou de grève,

Le titulaire informe immédiatement le GREDHA. L'Agence Régionale de Santé et son partenaire le GREDHA ont élaboré un plan de continuité de traitement des DASRI commun aux deux incinérateurs de la Région des Pays de la Loire. Ce plan a pour objet de décliner la stratégie et l'ensemble des dispositions qui sont prévues pour garantir la continuité des activités de traitement des DASRI à la suite d'un sinistre ou d'un événement perturbant gravement le fonctionnement normal d'une unité d'incinération

Une procédure d'organisation générale décrivant les modalités d'organisation correspondantes aux différentes situations à risques sont décrites dans le plan de continuité

Sont précisés dans ce plan de continuité :

- Les dispositions prises pour assurer l'hygiène et la sécurité des agents lors des opérations de gerbage des DASRI dans des GE de secours et ou des cartons ADR.
- Les modalités d'organisation pour assurer le transfert des DASRI vers une plate-forme extérieure.
- Les modalités de détournement des déchets vers un autre exutoire (sans pour autant perturber les transporteurs prestataires du GREDHA en charge des collectes dans les établissements adhérents).
- Les modalités de nettoyage des bacs GE à partir d'une installation non automatisée avant retour vers les

établissements de santé.

Compte tenu de la spécificité de la prestation concernée, le titulaire devra dans tous les cas assurer la continuité du service.

9) Etre responsable de l'état de propreté des emballages remis au collecteur ; il est à noter que le transporteur peut refuser de charger les emballages non conformes à la réglementation ou dont l'état de propreté n'est pas satisfaisant. En aucun cas le transporteur ne peut être tenu responsable du mauvais état de propreté des bacs mis à sa disposition.

10) Echanger nombre pour nombre les emballages acheminés par le transporteur par des emballages vides, propres et en bon état.

ARTICLE 3.2 - CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU TRAITEMENT

Il peut s'agir d'une installation de prétraitement validée par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, d'une installation spécifique ou d'une installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés dûment autorisée à recevoir des DASRI.

Ces installations doivent faire l'objet d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les déchets d'activités de soins à risques infectieux susceptibles de renfermer des ATNC et les déchets issus des activités de traitement de patients à l'aide de médicaments anticancéreux sont obligatoirement éliminés par incinération.

ARTICLE 3.3 - MODALITÉS D'ACCUEIL ET DE TRAITEMENT DES DASRI

3.3.1 - Réception des DASRI

Le centre de traitement acceptera les DASRI tous les jours ouvrables du lundi au samedi.

Il n'omettra pas de préciser d'éventuelles contraintes horaires liées à certains jours fériés ou dates spécifiques.

Elle s'effectuera selon les dispositions :

- De l'Arrêté du 10 février 2005 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux quelles que soient les modalités d'élimination proposées.
- De la circulaire des ministres chargés de l'environnement et de la santé du 26 juillet 1991 relative à la mise en œuvre des procédés de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés

Le prestataire devra proposer une procédure écrite de suivi des déchets conforme aux dispositions décrites dans l'article 3.7.3 du CCTP.

Le titulaire est réputé admettre tout type d'emballage réglementaire des DASRI et agréé par le GREDHA dès lors que des emballages adaptés à la chaîne sont utilisés.

Pour information, lors d'une détection de source radioactive sur le site du centre de traitement, le titulaire du marché « Collecte » retourne à sa charge l'emballage contenant l'élément radioactif chez l'adhérent producteur.

3.3.2 - Traitement des DASRI

3.3.2.1 - Par désinfection

Les procédés de traitement devront être agréés par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France (CSHPF) et être autorisés par les Préfets des départements où ils sont implantés.

Le vidage du contenu des emballages dans l'appareil ainsi que le vidage de l'appareil après traitement des DASRI devront être automatisés.

3.3.2.2 - Par incinération

L'installation devra être conforme à l'Arrêté du 10 février 2005 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux. Cet arrêté limite la quantité de DASRI à 10 % du flux d'ordures ménagères et définit les conditions du suivi de l'élimination.

L'installation doit être titulaire d'une autorisation d'exploitation délivrée par le Préfet du département où elle est implantée.

3.3.3 - Transport et élimination des résidus du traitement

L'élimination finale des résidus de traitement devra être conforme aux textes en vigueur. Les charges correspondantes, y compris le transport, restent à la charge du centre de traitement.

ARTICLE 3.4 - NATURE DES DASRI ACCEPTÉS SUR LES SITES DE TRAITEMENT

Tous les DASRI expressément cités à l'article 2 doivent être acceptés par les prestataires retenus.

Ces DASRI devront être traités directement sur le site du candidat. Si le site ne permet pas le traitement de certains d'entre eux (ATNC, déchets de soins issus du traitement par anticancéreux) le traitement sera sous-traité par le prestataire retenu en vue d'une élimination conforme.

ARTICLE 3.5 - PROCESS DE TRAITEMENT

3.5.1 - Description du process

Le prestataire fera une description précise du process de traitement des DASRI, fournira un descriptif et un plan détaillé de son installation et indiquera la capacité maximum de DASRI qu'il peut absorber.

Ce plan devra permettre de se faire une opinion précise de la qualité globale du process du point de vue de l'hygiène (manutentions automatisées, circuits propre/sale, stockage, système et performance de la chaîne de lavage-désinfection des emballages, système de lavage des véhicules).

Dans le cas d'un traitement par désinfection :

- Le candidat est invité à fournir toute information permettant d'apprécier la performance et la fiabilité du procédé et à préciser les moyens qu'il met en œuvre pour s'assurer de la qualité du traitement ;
- Le candidat indiquera la procédure de la filière d'élimination complète (réception, stockage, transfert et installation de traitement) des DASRI contaminés par des A.T.N.C. et des déchets issus des activités de traitement de patients à l'aide de médicaments anticancéreux ;
- Le candidat doit détailler les mesures qu'il prend pour limiter les risques professionnels de son personnel et réduire l'impact sanitaire (vidage automatisé du contenu des emballages dans l'appareil, vidage de l'appareil après traitement des DASRI et lavage automatisé des emballages) et en particulier lors d'incidents de manipulation ou de pannes (broyeurs).

Le GREDHA se réserve le droit de procéder à des visites inopinées du site et de contrôler de visu la qualité de la prestation.

3.5.2 - Contraintes liées au process

3.5.2.1 - Dispositions générales

Le prestataire indiquera précisément les contraintes liées à l'utilisation de sa chaîne de traitement notamment du point de vue des manutentions.

Toute contrainte technique et juridique non prévue au marché ne pourra pas être appliquée après coup au collecteur, sauf négociation et accord avec le GREDHA.

3.5.2.2 - Nettoyage-Désinfection des emballages

Le nettoyage/désinfection des emballages s'effectue obligatoirement sur le site du centre de traitement.

Le candidat donnera le descriptif et les caractéristiques de son process de lavage automatisé des emballages.

Sans préjudice des contraintes réglementaires spécifiques à l'installation de traitement, la chaîne de lavage devra être exploitée dans un souci de réduction des consommations d'eau et de limitation des pollutions (contrôle régulier des réglages de dilution, recyclage des eaux, réinjection dans le process de traitement, etc.). Le candidat en précisera les mesures dans l'offre. Il indiquera aussi les dispositions qu'il met en œuvre pour assurer la conformité des rejets des eaux de lavage.

La nature et les concentrations des produits utilisés dans l'eau de lavage doivent être spécifiées dans un protocole écrit, tenu à la disposition des autorités de contrôle.

Tous les produits utilisés devront s'inscrire dans le cadre de l'application de la Directive Biocides et devront faire l'objet d'une AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) dès que possible. Les fiches techniques et fiches de données de sécurité des produits seront transmises dans l'offre.

Afin de valider l'efficacité des traitements, le titulaire du marché effectue ou fait réaliser par un laboratoire de contrôle agréé des prélèvements de surface, à minima une fois par mois ; les résultats devront être transmis mensuellement au GREDHA.

Les emballages devront être correctement égouttés et le stockage se fera de façon à éviter la présence d'eau de pluie à l'intérieur des emballages (local couvert et stockage couvercles fermés).

L'étiquette d'identification du producteur des DASRI devra être retirée ou décollée avant remise de l'emballage pour chargement dans le véhicule du prestataire de collecte.

En cas de doute sur l'hygiène d'un emballage, le chauffeur refusera le chargement dans son véhicule. Dans ce cas, le centre de traitement est tenu d'effectuer un nouveau cycle de nettoyage/désinfection de l'emballage concerné avant remise dans le parc sans aucunes pénalités.

3.5.2.3 - Remise à disposition des emballages propres

Le délai de remise à disposition en nombre suffisant d'emballages lavés et désinfectés par le titulaire ne doit pas être excessif : **le début de chargement des emballages doit intervenir ¼ heure au plus après le lavage désinfection du véhicule de collecte qui se présente pour ce chargement.**

Le candidat est invité à préciser ce délai **et à le justifier en indiquant les modalités prévues pour assurer la cadence de mise à disposition.**

Il est impératif de limiter la durée de mise à disposition de 36 emballages à 1/2 heure après l'arrivée du camion.

3.5.2.4 - Stockage des emballages

Le candidat est invité à décrire les modalités de stockage des emballages sur le site de traitement afin de permettre une appréciation des conditions d'hygiène et de sécurité proposées, notamment pour les DASRI acheminés le samedi et les jours fériés.

Il précisera notamment les emplacements respectifs des emballages pleins et des emballages vides et désinfectés en attente de chargement.

Le local de stockage des emballages pleins en attente de traitement doit être fermé à clé en dehors des heures d'ouverture du centre de traitement.

3.5.2.5 - Nettoyage des véhicules de collecte

Le candidat est invité à préciser l'emplacement de l'aire de lavage des véhicules (plan masse), et la nature des matériels mis à la disposition du collecteur. Il est tenu d'indiquer les éventuelles contraintes d'exploitation.

La nature et les concentrations des produits utilisés dans l'eau de lavage doivent être spécifiées dans un protocole écrit, tenu à la disposition des autorités de contrôle.

Tous les produits utilisés devront s'inscrire dans le cadre de l'application de la Directive Biocides et devront faire l'objet d'une AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) dès que possible. Les fiches techniques et fiches de données de sécurité des produits seront transmises dans l'offre.

Sans préjudice des contraintes réglementaires spécifiques à l'installation de traitement, le poste de lavage des véhicules devra être exploité dans un souci de réduction des consommations d'eau et de limitation des pollutions (contrôle régulier des réglages de dilution, récupération des eaux de pluie, recyclage des eaux, etc). Le candidat en précisera les mesures dans l'offre. Il indiquera aussi les dispositions qu'il met en œuvre pour assurer la conformité des rejets des eaux de lavage.

ARTICLE 3.6 – AUTOMATISATION DES SYSTEMES

Le titulaire doit mettre en œuvre les moyens permettant l'automatisation des systèmes assurant :

- Le contrôle de radioactivité
- La pesée des emballages entrant
- Le suivi des emballages entrant
- Le vidage des emballages
- Le traitement des DASRI
- Le nettoyage désinfection des emballages

ARTICLE 3.7 - RECONNAISSANCE DES EMBALLAGES – RESPECT DE LA REGLEMENTATION

3.7.1 - Identification des emballages

L'Arrêté du 24 novembre 2003 précise les dispositions relatives à l'identification nominative des emballages.

3.7.2 – Bordereau de suivi et traçabilité

L'Arrêté du 7 septembre 1999 précise les dispositions relatives au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Le titulaire renseigne les bordereaux de suivi d'Elimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux ». Le titulaire met ensuite à disposition des établissements adhérents les feuillets n° 1 des bordereaux de suivi (Arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques) sur une plateforme dématérialisée ;
Cette législation peut évoluer. Le titulaire du marché devra alors se conformer aux nouvelles dispositions.

3.7.3 – Suivi administratif des déchets

Dans le cadre du suivi réglementaire des DASRI, notamment en terme de délai d'élimination (arrêté du 7 septembre 1999), le titulaire est invité à détailler les dispositions qu'il envisage pour le suivi administratif des déchets.

Le titulaire doit assurer lui-même la pesée des emballages qui sont livrés sur son site. Il enregistrera chaque jour et pour chaque adhérent, la pesée individualisée de chaque emballage, l'horaire d'arrivée des DASRI sur le centre de traitement et l'horaire de traitement effectif de ces DASRI. Ce listing transmis par voie dématérialisée sera transmis au GREDHA parallèlement à l'envoi de la facture mensuelle.

Le titulaire adressera au GREDHA un document récapitulatif mensuel attestant que les DASRI ont été livrés et traités par le centre de traitement dans les conditions légales. **Sur ce document apparaîtra : par date de réception et par adhérent avec son code GREDHA le nombre d'emballage. Le poids traité.**

Ainsi que le fichier des pesées **avec le code GREDHA**

Ces documents de synthèse seront joints à la facture mensuelle.

ARTICLE 3.8 – PRESCRIPTIONS LIEES A LA SECURITE

Conformément à la législation du travail en vigueur et en fonction de la nature des prestations à effectuer, le titulaire est tenu de mettre en œuvre et faire respecter les mesures de sécurité et d'hygiène pour la protection et la sécurité de son personnel.

Conformément à l'arrêté du 26 avril 1996 relatif aux règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par les entreprises extérieures, un protocole de sécurité sera signé entre le titulaire du présent marché et le transporteur.

Le titulaire doit établir un protocole sur les mesures à prendre en cas de renversement d'emballages sur le site du centre de traitement, et notamment les personnes à prévenir dont le GREDHA.

ARTICLE 3.9 – DELAIDE MISE A DISPOSITION DES EMBALLAGES

Le titulaire du Traitement est tenu de mettre à disposition du Collecteur les 36 emballages vides et propres, ½ **heure** au plus après l'arrivée du camion.

Le début de chargement des emballages doit intervenir ¼ **heure** au plus après le lavage désinfection du véhicule de collecte qui se présente pour ce chargement.

ARTICLE 4 - CHAPITRE EMBALLAGE DE MANUTENTION DES DASRI

4.1 - Nettoyage-Désinfection des emballages

Le nettoyage/désinfection des emballages s'effectue obligatoirement sur le site du centre de traitement.

Tous les produits utilisés devront s'inscrire dans le cadre de l'application de la Directive Biocides et devront faire l'objet d'une AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) dès que possible.

Afin de valider l'efficacité des traitements, des prélèvements seront effectués par le titulaire du marché « Traitement » ou fait réaliser par un laboratoire de contrôle agréé et les résultats seront transmis **mensuellement** au GREDHA.

En cas de doute sur l'hygiène d'un emballage, le chauffeur peut en refuser le chargement dans son véhicule.

4.2 - Suivi administratif des déchets - Reconnaissance des emballages

L'Arrêté du 24 novembre 2003 précise les dispositions relatives à l'identification nominative des emballages. Pour cette traçabilité, les emballages GE ou GRV sont identifiés par des étiquettes faisant apparaître le nom du producteur (une par emballage).

Le centre de traitement est en charge de la fourniture et de l'envoi aux adhérents du GREDHA des étiquettes d'identification nominative.

Le centre de traitement est en charge de l'enlèvement des étiquettes d'identification nominative.